



CT SPIP du 28 septembre 2016 : LA CGT RAPPELLE SES FONDAMENTAUX

Monsieur le Président,

En ce Comité technique de rentrée, la CGT insertion probation rappelle que **l'année 2016 a été marquée par une mobilisation historique et unitaire dans les SPIP**, cette mobilisation qui a duré 6 mois avait pour objectif que les personnels obtiennent des avancées statutaires et indemnitaires significatives, mais pour lesquelles ils attendent leur mise en œuvre concrète.

Mais la CGT insertion probation l'a dit et le redit : **la CGT insertion et probation n'a pas signé de blanc seing envers une administration pénitentiaire** qui peine encore à considérer ses personnels, qui a bien du mal à faire du dialogue social un véritable dialogue et qui sur bien des sujets fait preuve de précipitation, de confusion et d'amateurisme, portant atteinte de manière irrémédiable aux missions des travailleurs sociaux notamment. **Ainsi par exemple à la réunion du lundi 26 septembre relative aux suites du relevé de conclusions, la CGT a dénoncé la tentative de marchandage « refonte du métier contre statut ».**

Avec l'arrivée d'un nouveau directeur de l'administration pénitentiaire, ce CT de rentrée est donc l'occasion pour la CGT insertion probation de rappeler la place centrale que jouent les personnels des SPIP dans la mission essentielle qu'est la réinsertion de notre public, seule à même de favoriser la prévention de la récidive.

C'est à l'aune de cette mission que la CGT sera particulièrement intransigeante concernant la radicalisation et le déploiement d'outils actuariels d'évaluation du risque.

La CGT Insertion Probation ne cesse de dénoncer **le délire ambiant et la suspicion généralisée** qui traversent actuellement notre ministère, notre administration et plus largement le Gouvernement. Ces amalgames conduisent à la stigmatisation d'une partie de la population pénale, ce qui est contraire au principe du droit au respect de la dignité humaine. Pire, en imposant un régime de détention ou une prise en charge spécifique pour une personne pour laquelle il y aurait un risque qu'elle commette une telle infraction et non pour une personne ayant déjà commis cette infraction, pour la CGT insertion probation, il s'agit d'une atteinte grave au fondement même du droit pénal. **Ces dérives font de la question religieuse une question politique et portent ainsi gravement atteinte à notre État de droit et aux fondements de notre démocratie.**

Ainsi pour la CGT insertion probation, ces dérives sécuritaires vont irrémédiablement et profondément porter atteinte à notre identité professionnelle de travailleurs sociaux.

CGT Insertion Probation UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou .89.71 – Courrier électronique : spip.cgt@gmail.com;

<http://www.cgtspip.org/>

A ce titre, Monsieur le président, nous vous renvoyons à l'une des lignes directrices adoptées par le conseil de l'Europe en mars 2016 (concernant la radicalisation et l'extrémisme violent) qui indique clairement que les personnels qui sont chargés de la réhabilitation des personnes condamnées doivent travailler en parfaite autonomie et indépendance par rapport aux personnels chargés des missions plus répressives de collecte de renseignement, de surveillance et de maintien de l'ordre, car **la relation de confiance est un élément essentiel de notre travail.**

En effet pour la CGT insertion probation, nous pensons que c'est en prenant le temps d'écouter les personnes suivies, d'essayer dans la mesure du possible de répondre à leurs problématiques, de sortir du rapport uniquement négatif envers la justice et l'État, et donc de favoriser un parcours d'insertion, que nous, travailleurs sociaux de la pénitencière, avons notre rôle à jouer : **un rôle socio-éducatif et non un rôle de courroie de transmission de renseignements vers les services du ministère de l'intérieur.**

Or l'ensemble des textes publiés et rédigés depuis 18 mois, dans la majorité des cas dans une grande opacité et bien souvent en piétinant les règles du dialogue social, dénature gravement les missions des personnels des SPIP, et démontre à chaque fois la volonté politique de faire du milieu ouvert et de ses personnels un nouveau « lieu de collecte du renseignement » incompatible avec notre secret professionnel et notre déontologie.

Dans cette même logique, il est hors de question pour la CGT insertion probation que les travaux en cours sur **les pratiques professionnelles** menés par la direction de projet chargée des SPIP visent à modifier en profondeur la finalité de l'intervention des SPIP. En effet **pour la CGT la finalité de l'intervention des SPIP ne peut et ne doit pas être la seule prévention de la récidive basée sur la seule évaluation du risque.**

Ainsi une fois de plus la CGT insertion probation renvoie l'administration à la REP n°1 ainsi qu'à la définition de la probation qui est très claire à ce sujet : la **réinsertion sociale est l'outil principal** permettant de réduire la commission de nouvelles infractions : **ainsi la finalité principale des SPIP n'est pas exclusivement la prévention de la récidive, mais bien la réinsertion sociale, qui est toujours à ce que l'on sache l'une des missions de l'administration pénitentiaire.**

C'est pour cette raison qu'il est hors de question pour la CGT insertion probation de cautionner l'introduction d'un outil d'évaluation du public, outil basé essentiellement sur des logiques assurantielles et actuarielles visant à atteindre une cotation et chiffrer un risque de récidive.

Monsieur le président, vous avez sans doute eu connaissance du rapport final sur l'expérimentation PREVA et, je l'espère, vous avez été destinataire de notre [analyse](#). **En effet la CGT insertion probation en a fait une lecture attentive et a livré sans ambages ses critiques et ses observations autant sur la méthode que sur le fond. Cette expérimentation est particulièrement malhonnête scientifiquement** et nous l'avons démontré point par point. C'est pour ces raisons que nous espérons, en tant que nouveau DAP, que vous saurez remettre un peu de raison à ceux qui s'accrochent coûte que coûte à un outil d'évaluation particulièrement dangereux pour les professionnels et nous attendons de votre part une décision claire **sur cette question et sur laquelle la CGT insertion probation sera particulièrement combative et offensive.**

Montreuil le 28 septembre 2016